L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DU CONSEIL GENERAL—NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 20 MAI 1848.

Imprimé et publié par
MAGNE & WEISSE.
No 81, rue des Chartres, et No. 13, rue du Camp.
NOUVELLE-ORLEANS:
SAMEDI MATIN, 20 MAI 1848.

Yucatan.

Les dernières nouvelles de l'Yucatan sont d'une gravité que l'on chercherait en vain à se dissimuler. Les Indiens insurgés continuent leur œuvre d'extermination avec la férocité que indique les races sauvages. Après avoir signé un traité solennel avec le gouvernement yucatèque, ils n'ont pas hésité à le violer, et sont tombés à l'improviste sur la petite ville de Mani dont ils ont massacré les habitans. Les populations effrayées fuient vers la mer, s'entassent dans les villes et ne songent qu'au moyen de quitter un pays qui semble frappé de malédiction. A la suite que nous éprouvons pour cette grande catastrophe se mêle en étonnement involontaire. Nous nous demandons pourquoi les Yucatèques n'organisent pas des moyens de défense, comment libre surgit pas de leur sein un homme d'énergie capable de rallier ses compatriotes et de refouler l'ennemi dans ses montagnes. Cent mille fuyards sont réunis à Merida; on convient dans cette multitude les élémens d'une forte armée. Les armes manquent-elles aux Yucatèques? Mais en pareille circonstance on s'en forge, on en achète, mais on ne reste pas. Pas on recule devant des Indiens qui s'enhardissent; plus on montre de faiblesse et plus ils déploient de férocité.

Lorsque de tous ces hommes qui, saisis d'une terreur panique, fuient vers la côte, ne pourraient pas se former en colonnes et barrer le passage à l'ennemi? Leur indifférence est pour nous un sujet de profond étonnement. Il est inouï que des sauvages s'exterminent ainsi pour une population civilisée sans rencontrer l'ombre de résistance.

Quoiqu'il en soit, la situation de l'Yucatan n'en reste pas moins déplorable, et nous devons examiner au notre premier devoir n'est pas de secourir nos voisins. Ils ont offert de payer l'intervention étrangère de la souveraineté de la péninsule, ce n'est pas payer trop cher un peuple qui leur rendra leurs villes et leurs champs, tout ce qu'ils possèdent et tout ce que les Indiens leur arrachent chaque jour. Mais ont-ils le pouvoir de disposer ainsi de la province? L'Yucatan fait partie de la confédération mexicaine, et aucun Etat n'a le droit de se détacher de l'Union. Mais ce n'est pas la question. Il n'y a pas lieu de savoir si l'Yucatan peut se donner à ses sauveurs, ou si ces derniers peuvent accepter l'offre de souveraineté qui leur est faite. La question d'humanité est la seule dont on doive se préoccuper en ce moment. Une nation forte et puissante ne doit pas permettre qu'une population voisine soit exterminée.

La ligne de conduite que le gouvernement de Washington doit suivre est donc clairement tracée. Il n'y a pas de temps à perdre; que l'on ajourne les longues discussions et que l'on fasse marcher quelques régimens américains dans l'intérieur de la péninsule. Nous avons des troupes au Mexique; en quelques jours elles balaieront devant elles les cohortes indiennes et les mettront dans l'impossibilité de recommencer les hostilités. Du reste, le Congrès, en ajournant les derniers événemens, sentira la nécessité d'agir promptement, car le ministre anglais à Mexico a accueilli favorablement les ouvertures des autorités yucatèques et a promis de solliciter l'intervention de son gouvernement. L'Angleterre n'hésiterait pas à envoyer quelques frégates sur les côtes de la péninsule pour réclamer plus tard la souveraineté du pays. Sone doute les Etats Unis s'y opposeraient, sans doute le Mexique lui-même élèverait des objections, mais ce serait un moyen de faire de l'agitation sur le continent américain, et l'Angleterre finirait par abandonner ses prétentions en échange de quelques petites concessions dont plus qu'au, cun autre peuple elle apprécie la valeur.

Nous le répétons, ce n'est pas une question pour que, mais une question d'humanité. Nous manquerions aux plus saints des devoirs si nous laissions exterminer sous nos yeux toute une population qui implore notre secours. Le Congrès se séparera sans doute de voter le bill qui lui est soumis, et ceux qui prouvent contre l'intervention, en vue de la question politique, seront probablement leur opposition. Qu'on cherche purement et simplement, comme le porte un amendement présenté par M. Lewis, l'envoi de troupes dans la péninsule yucatèque, en déclarant, pour tout cas de sûreté, que cet acte ne consacre pas l'acceptation de l'offre de souveraineté. De cette manière on n'accepte ni on ne repousse cette offre, et la question reste ouverte pour l'avenir.

ARRIVÉE DU CAMBRIA.

A peine avons-nous reçu par un arri- vage du Guadeloupe jusqu'au 1. La plus grande agitation règne à la Pointe-à-Pitre. On attendait les sept délégués envoyés par le gouvernement provisoire et l'on pensait qu'ils proclameraient immédiatement la liberté des noirs. Leur arrivée sera peut-être le signal d'une révolte générale dans l'île. Plusieurs nègres ont déjà refusé de travailler en disant qu'ils sont libres; ils ajoutent que si la France méconnaît leurs droits ils seront les faire prévaloir par la force des armes. Quelques jours avant le départ du navire qui nous apporte ces nouvelles, on avait appris que les noirs de la Martinique s'étaient déjà portés à des actes très répréhensibles. Les troupes avaient immédiatement pris les armes, et s'il y avait eu alors un engagement l'issue en aurait été funeste pour les nègres, qui demain révolutionnaire se serait immédiatement propagé dans l'île entière. Quoiqu'il en soit, la situation est extrêmement critique. Des placards prohibant sont été affichés dans les rues. Les plus portent ces mots "mort aux blancs."—Le gouvernement est en souffrance; les objets de première nécessité commandent des prix énormes.

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.
(Expédiée pour l'*Abeille*.)

THÉATRE D'ORLEANS.—Nous rappellerons aux habitués du Théâtre qu'il y a ce soir représentation extraordinaire au bénéfice de Mme Pouzol, seconde chanteuse. Ils ne refuseront pas sans doute de seconder les généreuses intentions de M. Davis et du personnel de son théâtre en accourant une actrice digne de leurs sympathies, et que la maladie retient depuis plusieurs mois loin de la scène. Le programme de la soirée ne manque pas d'attraits.

☞ La malle a manqué hier au-delà de Charleston.

TROUBLES A LA FRONTIÈRE.—Les journaux de l'Arkansas annoncent qu'il y a eu une collision entre les Indiens des prairies et les citoyens du Texas, dans le voisinage du fort Washita. Trois arpenteurs américains ont été assassinés par les sauvages. Les meurtriers, au nombre de quatre, ont été surpris par les Texiens, et mis à mort. Les éclaireurs du capitaine Johnson, dans un engagement avec les Indiens, leur ont tué douze hommes et blessé un plus grand nombre. Cent vingt Kickapoos ont traversé la rivière Rouge à quatre-vingt milles au-dessus du fort Wabash: on leur croit des intentions hostiles.

Chronique locale.

ACCUSATION DE MEURTRE.—Nous avons mentionné, il y a quelque temps, l'arrestation d'un nommé Mathew Gonderan, sous prévention d'avoir commis le meurtre du malheureux Patrick Downey, le 6 de ce mois, à l'encoignure des rues St Joseph et Tchoupitoulas. Le prévenu comparaissait hier matin devant le recorder Baldwin pour être interrogé. Il a été mis en liberté faute de preuves.

ACCIDENT.—Un triste accident est survenu, avant-hier matin, à la place Sud-Ouest, à bord d'un navire brémois. Il avait tranché la barre, et le steamer qui avait de nouveau gagné le large, en revenant prendre place à ses côtés pour le remorquer; il a imprimé une forte secousse que sept passagers allemands qui étaient appuyés sur le bord du navire ont été précipités à l'eau. Ils se sont tous noyés.

TENTATIVE DE SUICIDE.—Hier matin, entre 4 et 5 heures, un Français nommé Benoist Gerardin, domicilié dans la 3me Municipalité, ayant pris la résolution de mettre fin à ses jours, tenta de mettre un rasoir à sa gorge, lorsque sa sœur est intervenu à temps et l'a désarmé. Il faut espérer qu'il ne renouvellera pas cette coupable tentative.

CONTRAVENTION.—L'officier de police Arroyo a arrêté hier un wagon chargé de quatorze milliers de briques. Les ordonnances défendent de charger aussi lourdement une voiture. Le conducteur a été en conséquence condamné à une amende de dix piastres.

BILL VANBOOK.—Ce célèbre personnage, arrêté il y a deux jours, sous une accusation de vol à main armée, a été traduit hier matin devant le recorder Baldwin, sous que ces complices, Bill Tyler et Oliver Elliott. Ils ont été envoyés à la 1re Cour de District. Vanbook aura en outre à répondre devant le juge McHenry à une accusation de tentative de meurtre sur un officier de police.

VOL.—Un passant peu galant s'est emparé hier d'un billet de $20 que la femme Ann Henderson avait posé devant elle sur sa petite table de marchand au marché Poydras. Elle ignore le nom du voleur, mais la police, qui suit tout, ne manquera pas de le découvrir.

ARRESTATION.—La police de la 3me Municipalité a arrêté hier le nommé Henry Harvey, sous prévention d'avoir volé une petite embarcation appartenant à M. T. W. Tichnor. L'accusation sera examiné ce matin par le recorder Baldwin.

COUR DE DISTRICT.—Le juge McHenry n'a pas encore rendu hier que de causes civiles. Le jugement des sentences aura lieu aujourd'hui.

ACQUITTÉ HONORABLEMENT.—L. Mayer, accusé par Peter Aiheim d'un vol de douze pastres, a été hier examiné devant le recorder Génois, et renvoyé honorablement de la plainte.

CONSEIL DE LA MUNICIPALITE NO 3.

Séance de lundi 15 mai 1848.

Le Conseil s'est reuni conformément à l'ajournement.

Présents l'honorable P. Benzenet, président; MM. Bernard, Nicomède, De la Rosa, Sievwersen, Jones, Meehan, Farrar, Flanders, Collins, Solomon et Page.

Sur motion de M. Jones, on se dispense de la lecture du procès-verbal de la dernière séance.

Lecture est faite d'une lettre de M. John Jones, donnant sa démission, comme membre du conseil de surveillance.

Sur motion de M. Sierwersen, la démission de M. Jones est acceptée.

Lecture est faite d'une résolution du Conseil Général, fixant les salaires du secrétaire du Bureau de Santé à $1,500 par an, lequel salaire doit être approuvé par chaque Municipalité.

Lecture est faite au Conseil d'une lettre d'un comité nommé par le Bureau de Santé, priant le Conseil de concourir avec deux commissaires qui devront inspecter les rues et les maisons, etc. de la Troisième Municipalité.

Sur motion de M. Meehan, la lettre ci-dessus est déposée sur le bureau sujette à la demande du Conseil.

Lecture est faite d'une lettre de M. James Ritchie, demandant au Conseil d'autoriser le collecteur sur les taxes, de lui donner une licence pour détailler de la bière.

Sur motion de M. Jones, la lettre ci-dessus est refusée au comité des réclamations.

Lecture est faite d'une lettre de M. Robert Speddon, comme de la paroisse d'Orléans, demandant le paiement d'une somme de $110 pour enquêtes.

Sur motion de M. Sierwersen, la lettre ci-dessus est refusée au comité de finances.

Lecture est faite d'une lettre de M. G. de Choisel, demandant le paiement d'un compte se montant à $98 91.

Sur motion de M. Flanders, la lettre ci-dessus est référée au comité de finance.

Lecture est faite d'une lettre de M. T. Drouet, avocat de Mme veuve Jacques Fevegiuer, dans laquelle il propose de vendre à la Municipalité un terrain sur la rue St Aydée, entre rues du Port et Ferdinand, pour la somme de $650, payable à un an.

Sur motion de M. Sierwersen, la lettre ci-dessus est déposée sur le bureau indéfiniment.

Lecture est faite au Conseil d'un compte de M. S. P. Farge, aide secrétaire du Conseil, demandant que ses appointemens soient payés pour les mois de janvier, février, mars et avril.

Sur motion de Sierwersen, le compte ci-dessus est référé au comité de finances, avec pouvoir d'agir.

APPEL DES COMITÉS.

Comité de réclamations.

M. Flanders, de la part du comité de réclamations, présente le rapport suivant, qui est adopté:

Le comité de réclamations, à l'honneur de rapporter sur la pétition de M. Dubocq; que la plantation d'arbres pour laquelle il demande un remboursement, est une affaire de contrat entre lui et la Municipalité, et que le dit contrat ayant été rempli et l'ouvrage accepté par le voyer, il sera payé sans autre action du Conseil.

Le comité vous recommande en conséquence de permettre à M. Dubocq de retirer sa pétition.

(Signé) B. F. FLANDERS, Rapporteur.

Seconde lecture de l'ordonnance concernant les manufactures de chandelles et savon.

Sur motion de M. Jones, l'ordonnance ci-dessus mentionnée est référée à un comité, composé de MM. Nicomède, Meehan et Collins.

Comité d'affaires inachevées.

Le comité d'affaires inachevées a l'honneur de rapporter qu'il a examiné la réclamation de MM. Magne et Weisse, imprimeurs de cette Municipalité, et laquelle avait été référée au comité de finances, dont les membres n'étant aujourd'hui en nombre pour accorder leur demande. Le comité étant convaincu que les susdits imprimeurs ont beaucoup perdu dans le remplacement de leurs presses et de leur matériel, demande respectueusement à vous soumettre la résolution suivante:

Résolu que le maire et le directeur autorisé à tirer un mandat sur le trésorier de cette Municipalité en faveur de MM. Magne et Weisse, imprimeurs, pour la somme de huit cents piastres, pour solde de tout leur compte jusqu'au 1er juin 1847 au 1er juin 1848.

(Signé) JOS. BOLOMON, Rapporteur.

M. Bernard présente l'amendement suivant:

Et un mandat en faveur de M. J. Bayon pour $400, étant le montant qu'il a perdu en publiant pour la 3me Municipalité, à partir du 1er juin 1846 jusqu'au 1er juin 1847.

M. Meehan fait la motion d'effacer les mots "huit cents piastres" et substituer la somme $400 de l'amendement de M. Bernard et d'y insérer les mots $200.

Sur motion de M. Solomon, l'amendement ci-dessus est rejeté.

Sur l'amendement fait la motion d'insérer le chiffre $700 du second projet primitive; et $300 dans l'amendement présenté par M. Bernard, laquelle motion est adoptée.

Sur motion de M. Solomon d'adopter la susdite résolution ainsi que le dernier amendement, M. Jones demande l'appel nominal.

Oui—MM. Bernard, Nicomède, De la Rosa, Sierwersen, Meehan, Farrar, Flanders, Solomon et Page, 8. Non—M. Jones et Collins, 2.

En conséquence l'amendement et la résolution ci-dessus sont adoptés.

M. Meehan demande lecture de la lettre du bureau de santé qui a été déposée sur le bureau sujette à l'appel du conseil, et présente la resolution suivante, qui est adoptée.

Résolu que les commissaires de police de cette Municipalité sont et demeurent requis d'agir de concert avec le Bureau de Santé de la ville de la Nouvelle-Orléans, afin qu'ils remplissent mieux leurs devoirs, surtout pendant les mois de grandes chaleurs.

Ordre du Jour.

La majorité du comité de finances vous soumet les documens ci-joints qu'elle a été référé pour être soumis au rapport de A, B, C et D.

A, est la balance générale depuis l'année 1836 jusqu'au 1er avril 1848.

B, est les sommes reçues, dépenses et règlements, depuis le 1er janvier jusqu'au 1er avril 1848.

C, exposé le détail de la municipalité telle qu'elle est aujourd'hui par la balance générale des livres de trésorier.

D, présente les recettes et les déboursemens pendant pour l'année dernier finissant le 31 mai 1848.

Les trois premières documens, savoir: A, B et D, sont les mêmes que ceux qui ont été soumis précédemment par un rapport signé à l'honneur.

Les documens C, contient 12, vous soumis à des détails des recettes et déboursemens pendant pour l'année finissant le 1er mai 1848, et montant à la somme de $50,000, payés par le trésorier de cette Municipalité, et aussi un état de la dette de cette Municipalité, montant à la somme de $150,000, laquelle somme est payée